

2017 - 2042

SCOT du Pays du Perche ornais



Partie 1 - Rapport de présentation

Partie 1.4 - Résumé non technique

Document arrêté le : 22/12/2017

Document approuvé le : 21/09/2018

I - Sommaire

I - SOMMAIRE.....	2
II - RESUME NON TECHNIQUE DE L’EVALUATION & BILAN DE LA CONCERTATION	3
A - RAPPEL SUR LA DEMARCHE SCOT	3
B - CONCERTATION MISE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU SCOT.....	4
C - PRINCIPAUX ENJEUX ET ENSEIGNEMENTS ISSUS DU DIAGNOSTIC.....	11
D - RESUME DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DU PROJET DE TERRITOIRE	15
E - PERSPECTIVES D’EVOLUTION DE L’ENVIRONNEMENT.....	18
F - EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000	20
G - JUSTIFICATION DES CHOIX AU REGARD DE LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	20
H - MESURES ENVISAGEES POUR EVITER - REDUIRE - COMPENSER.....	20
I - INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN PLACE DU SCOT	20
J - METHODOLOGIE DE L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	22

II - Résumé non technique de l'évaluation & Bilan de la concertation

Conformément à l'article R.141-2 du Code de l'urbanisme et au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation comprend :

1° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable ;

2° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

3° Explique les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;

4° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;

5° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du schéma. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

Le résumé non technique doit ainsi reprendre les éléments précédemment cités et y inclure une description de la manière dont l'évaluation environnementale a été effectuée.

A - Rappel sur la démarche SCOT

Suite à de nombreux échanges et à la validation des étapes préalables sur la compétence notamment, le projet de SCOT a débuté à la fin de l'année 2012 :

07/09/2012 – Arrêté portant publication du périmètre du SCOT

Transmis aux communes et CdC accompagné d'un certificat d'affichage puis aux structures associées

19/10/2012 – Délibération sur les objectifs et les modalités de concertation

Transmis aux communes, CdC, partenaires et structures associées puis aux communes limitrophes

2012 – Echanges avec les partenaires sur la démarche / partenariats (20 réunions)

Region, DDT, CG 61, CCI, CMA, CA 61, EPFN, SAFER, ADEME, Pnr, AFFO, Insee, SAGE, CAUE...

2013 – Groupes de travail sur le diagnostic (techniciens Cdc, délégués SCOT & agriculteurs / 10)

2014 – Rédaction du diagnostic et de l'état initial de l'environnement

Réunions publiques (2) / comité syndical sur les enjeux (1) / Conseils communautaires sur le projet (6)

2014/2015 – Ateliers transversaux sur le PADD (délégués SCOT, techniciens, PPA - 8)

2015 / 2016 – Rédaction et validation du PADD (délégués SCOT / bureau Pays / PPA - 3)

2016 – Préparation puis validation du DOO

Phase préalable au DOO / ateliers participatifs avec les délégués SCOT (4) puis consultation par mail

2017 – Finalisation du projet de SCOT et mise à l'arrêt

Réunion publique / débat pour validation du projet de territoire puis arrêt en comité syndical / PPA - 4

2018 – Finalisation de la procédure et approbation

Le projet de SCOT est issu d'une longue concertation permettant d'associer les élus, les acteurs et les habitants du territoire. Suite à une soixantaine de réunions, ateliers, groupes de travail ou commissions thématiques, le document a été finalisé en considérant les évolutions successives des textes et attentes réglementaires.

A.1 - Résumé des objectifs et du contenu du SCOT

Le SCOT doit mettre en œuvre les conditions d'un développement harmonieux et équilibré sur l'ensemble d'un territoire cohérent. Il vise notamment à :

- Préserver le territoire et les patrimoines en harmonisant les choix des collectivités (prévisions / décisions) dans le respect de leur autonomie
- Maintenir l'équilibre entre urbain et rural, entre développement urbain et renouvellement, gestion économe des sols et préservations des espaces agricoles ou naturels, conservation et restauration du patrimoine culturel, besoins en matière de mobilité
- Rechercher la qualité urbaine, architecturale et paysagère (ex. entrées de ville)
- Travailler la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction / réhabilitation suffisantes pour la satisfaction des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile
- Préserver la sécurité et la salubrité publiques
- Anticiper la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature
- Favoriser la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques
- Lutter contre le changement climatique et adaptation à ce changement, réduction des émissions de GES, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

En vue de répondre à l'ensemble des objectifs et prérogatives qui lui sont dévolus, le SCOT s'articule autour de trois documents principaux :

RP / Rapport de présentation

- Analyse les besoins du territoire et justifie les choix de la collectivité pour établir le projet
- Il est composé des principales pièces suivantes : diagnostic, état initial de l'environnement, justification du projet et résumé non technique

PADD / Projet d'Aménagement et de Développement Durables

- Projet politique qui fixe les grandes orientations des politiques publiques en réponse aux besoins et problématique issus de l'état des lieux (*habitat / économie / déplacements, espaces naturels / risques / énergie / climat...*)

DOO / Document d'Orientation et d'Objectifs

- Transcription réglementaire du projet politique en dispositions opposables dans un principe de compatibilité avec les documents de planification locaux ou certaines opérations

A.2 - Synthèse de la pyramide des normes (*subsidiarité / compatibilité*)

Depuis l'instauration de la Loi ALUR, le SCOT est devenu un document intégrateur ; il est la référence locale dans la hiérarchie des normes. Une fois approuvé, les documents d'un rang inférieur comme les PLU(i) doivent se référer uniquement au SCOT et non plus à l'ensemble des documents cadres.

La loi a ainsi renforcé l'objectif du SCOT dans la mise en cohérence des documents généralistes en vue de faciliter la réappropriation locale des objectifs / dispositions.

Obligation de compatibilité

Le SCOT doit être compatible avec :

- SRADDET - les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables
- PNR - les chartes des parcs naturels régionaux
- SDAGE - les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
- SAGE - les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux
- PGRI - les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans
- PPRI - Plans de Prévention des Risques Inondations

Obligation de prise en compte

Le SCOT doit prendre en compte :

- SRADDET - les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
- SRCE - les schémas régionaux de cohérence écologique
- SRC - les schémas régionaux des carrières
- PETR - la charte de développement du Pays (sur le principe)
- SDARF - les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière

Le SCOT doit ainsi considérer - dans un principe de compatibilité ou de prise en compte - des documents réalisés à l'échelle régionale, départementale ou locale permettant ainsi d'assurer une continuité pour atteindre les objectifs communs.

Les documents auxquels le SCOT s'impose (PLU, PLH, PDU...) ne doivent pas être en contradiction avec les orientations générales du schéma et donc empêcher l'atteinte des objectifs du document cadre.

Le SCOT ne doit pas être trop prescriptif de manière à respecter les principes de subsidiarité et de libre administration des collectivités ; l'idée étant de laisser une marge suffisante pour une réappropriation locale du cadre et des règles.

B - Concertation mise en œuvre dans le cadre du SCOT

La délibération de lancement du projet de SCOT traite à la fois des objectifs de l'élaboration et des **modalités de concertation** permettant aux habitants et acteurs du territoire de suivre la démarche. Il s'agissait notamment de :

- a) Mise à disposition du public d'un registre aux sièges des Communautés de Communes, d'une note explicative de la démarche et d'une adresse postale



Les premiers éléments mis à disposition de la population ont été transmis aux Communautés de Communes en fin d'année 2012 ; la transmission aux communes isolées a été réalisée ultérieurement malgré l'évolution du périmètre des intercommunalités au 1^{er} janvier 2013 (Beaulieu / Condeau / Coulimer / Normandel / Saint Ouen de la Cour → 1^{er} trimestre 2016). L'arrêté de périmètre et la délibération accompagnaient ces éléments.

En amont de l'arrêt du projet de SCOT, les registres ont été clos puis récupérés en vue de tirer le bilan de la concertation.

Les observations pertinentes seront - le cas échéant - analysées pour intégration suite à l'enquête publique (aucune observation émise dans les registres / aucune demande par mail, courrier ou par l'intermédiaire du site internet).

b) Mise à disposition également des documents validés par le Comité syndical aux étapes clés de la démarche

- Etat des lieux : 1^{er} semestre 2014 (Comité en date du 14.02.2014)
- PADD / DOO : 2^{ème} semestre 2017 (Comité en date du 23.06.2017)

Brochures transmises suite aux réunions publiques et à la validation des documents cadres en comité syndical. Les registres mis à disposition - récupérés en décembre 2017 - sont restés vierges tout au long de la démarche malgré plusieurs mentions dans les supports de communication, articles de presse ou le site internet du Pays. Les documents de synthèse ou multiples supports mis à disposition avec le registre de concertation du Pays n'ont pas été consultés au cours de la procédure contrairement au site internet plus utilisé par les habitants, acteurs ou partenaires (chiffres sur la fréquentation du site non disponibles).

c) Réunions publiques d'information et de concertation sur plusieurs secteurs géographiques du territoire

Construis[△]ons l'@venir du Perche
rmais !

RÉUNION PUBLIQUE
Jeudi 13 février 2014
A 18h30 au Carré du Perche (Mortagne-au-Perche)
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

économie • habitat • énergie
construction • environnement
emploi • transport • services
biodiversité • numérique
Venez partager votre vision du Perche à l'occasion de la présentation du diagnostic !



Construis[△]ons l'@venir du Perche<

d) Communication dans la presse et parution d'articles dans les bulletins communaux ou intercommunaux

Rapports d'activité du Pays

Le rapport d'activité du Pays du Perche ornaïs est diffusé annuellement aux Mairies, Communautés de Communes, partenaires, délégués du syndicat et mis en ligne sur le site internet du Pays en vue de communiquer sur les différentes actions.



PARUTION ANNUELLE SUR L'AVANCEMENT DE LA DEMARCHE SCOT – PAYS (RP 2011)



PARUTION ANNUELLE SUR L'AVANCEMENT DE LA DEMARCHE SCOT – PAYS (RP 2012)



Exemples de parutions dans les rapports d'activités des intercommunalités



PARUTION ANNUELLE SUR L'AVANCEMENT DE LA DEMARCHE SCOT – PAYS (RP 2015)



CDC VAL D'HUISNE (RP 2013)



PARUTION ANNUELLE SUR L'AVANCEMENT DE LA DEMARCHE SCOT – PAYS (RP 2016)



CDC BASSIN DE MORTAGNE (CDC CONTACT 2014)

Exemples de parutions dans les bulletins municipaux

Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche (SIDTP)

Le Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche (SIDTP) mène actuellement une réflexion sur la mise en place d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur son territoire : le Pays du Perche ornaïs.

Le Pays du Perche ornaïs est constitué de 7 Communautés de communes : Cdc du Bassin de Mortagne, Cdc du Haut Perche, Cdc du Pays Bellême, Cdc du Pays de Longny-au-Perche, Cdc du Perche rémalardais, Cdc du Perche Sud, Cdc du Val d'Huisne. L'élaboration du schéma de cohérence territoriale a débuté en 2013 et permettra, à l'échelle des différentes intercommunalités, de fixer des règles d'aménagement et de construction communes qui seront appliquées dans les plans locaux d'urbanisme.

L'année 2013, consacrée au diagnostic, a permis de partager au sein de 6 groupes de travail thématiques (habitat, économie, tourisme, mobilités, agriculture, environnement) un état des lieux des différentes composantes du territoire avec les participants (élus, techniciens, partenaires) et ainsi débiter une réflexion sur les enjeux du Pays du Perche ornaïs.

La prochaine étape sur le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) permettra de définir, pour les 15 à 20 prochaines années, un véritable cadre de référence collectif sur l'ensemble des politiques territoriales liées notamment à l'urbanisme, à l'habitat, aux transports, aux équipements, aux commerces, à la préservation de l'environnement et plus généralement, à l'organisation de l'espace.

Afin de permettre aux habitants et aux acteurs locaux de suivre l'état d'avancement de la démarche et de faire connaître son avis, un dossier sur le SCOT et un registre de concertation sont tenus à disposition du public aux sièges du Pays et des communautés de communes.

Pour permettre à chacun de prendre connaissance de l'ensemble des documents de travail, un espace internet sur le SCOT est disponible à l'adresse suivante : www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/ et vous permettra d'accéder aux présentations et aux comptes-rendus.

Contact pour plus d'informations : Maxime Rochelle, Chargé de mission « Aménagement », 02 33 85 80 80 - sidtpscot@orange.fr

BULLETIN D'INFORMATION DU GUE DE LA CHAÎNE (2013)

Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur le Pays du Perche ornaïs où en sommes-nous ?



Le Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche (SIDTP) mène actuellement une réflexion sur la mise en place d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur son territoire : le Pays du Perche ornaïs.

Le Pays du Perche ornaïs est constitué de 7 Communautés de communes : Cdc du Bassin de Mortagne, Cdc du Haut Perche, Cdc du Pays Bellême, Cdc du Pays de Longny-au-Perche, Cdc du Perche rémalardais, Cdc du Perche Sud, Cdc du Val d'Huisne. L'élaboration du schéma de cohérence territoriale a débuté en 2013 et permettra, à l'échelle des différentes intercommunalités, de fixer des règles d'aménagement et de construction communes qui seront appliquées dans les plans locaux d'urbanisme.

L'année 2013, consacrée au diagnostic, a permis de partager au sein de 6 groupes de travail thématiques (habitat, économie, tourisme, mobilités, agriculture, environnement) un état des lieux des différentes composantes du territoire avec les participants (élus, techniciens, partenaires) et ainsi débiter une réflexion sur les enjeux du Pays du Perche ornaïs.

La prochaine étape sur le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) permettra de définir, pour les 15 à 20 prochaines années, un véritable cadre de référence collectif sur l'ensemble des politiques territoriales liées notamment à l'urbanisme, à l'habitat, aux transports, aux équipements, aux commerces, à la préservation de l'environnement et plus généralement, à l'organisation de l'espace. Afin de permettre aux habitants et aux acteurs locaux de suivre l'état d'avancement de la démarche et de faire connaître son avis, un dossier sur le SCOT et un registre de concertation sont tenus à disposition du public aux sièges du Pays et des communautés de communes.

Pour permettre à chacun de prendre connaissance de l'ensemble des documents de travail, un espace internet sur le SCOT est disponible à l'adresse suivante : www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/ et vous permettra d'accéder aux présentations et aux comptes-rendus.

Contact pour plus d'informations : Maxime Rochelle, Chargé de mission « Aménagement », 02 33 85 80 80 - sidtpscot@orange.fr

SITE INTERNET DE MALE (2013)

Bon à savoir : Pays Perche ornaïs Le Petit Journal

Pays Perche Ornaïs SIDTP

Le Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche (SIDTP) mène actuellement une réflexion sur la mise en place d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur son territoire : le Pays du Perche ornaïs.

Le Pays du Perche ornaïs est constitué de 7 Communautés de communes : Cdc du Bassin de Mortagne, Cdc du Haut Perche, Cdc du Pays Bellême, Cdc du Pays de Longny-au-Perche, Cdc du Perche rémalardais, Cdc du Perche Sud, Cdc du Val d'Huisne. L'élaboration du schéma de cohérence territoriale a débuté en 2013 et permettra, à l'échelle des différentes intercommunalités, de fixer des règles d'aménagement et de construction communes qui seront appliquées dans les plans locaux d'urbanisme.

L'année 2013, consacrée au diagnostic, a permis de partager au sein de 6 groupes de travail thématiques (habitat, économie, tourisme, mobilités, agriculture, environnement) un état des lieux des différentes composantes du territoire avec les participants (élus, techniciens, partenaires) et ainsi débiter une réflexion sur les enjeux du Pays du Perche ornaïs.

La prochaine étape sur le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) permettra de définir, pour les 15 à 20 prochaines années, un véritable cadre de référence collectif sur l'ensemble des politiques territoriales liées notamment à l'urbanisme, à l'habitat, aux transports, aux équipements, aux commerces, à la préservation de l'environnement et plus généralement, à l'organisation de l'espace.

Afin de permettre aux habitants et aux acteurs locaux de suivre l'état d'avancement de la démarche et de faire connaître son avis, un dossier sur le SCOT et un registre de concertation sont tenus à disposition du public aux sièges du Pays et des communautés de communes.

Pour permettre à chacun de prendre connaissance de l'ensemble des documents de travail, un espace internet sur le SCOT est disponible à l'adresse suivante :

www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/

Le site vous permettra d'accéder aux présentations et aux comptes-rendus des réunions organisées dans le cadre du diagnostic.

BULLETIN D'INFORMATION DE BRETONCELLES (2014)

Quelques parutions dans la presse locale / sites associations

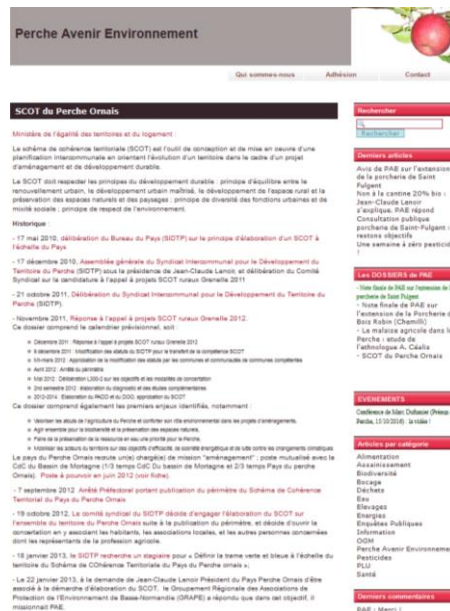


ARTICLES PARUS SUITE AUX REUNIONS PUBLIQUES (LE PERCHE / OUEST FRANCE – 2014)



PRESENTATION DE LA DEMARCHE LORS DU RENOUVELLEMENT DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN 2014 LE PERCHE

ARTICLE DANS LA PRESSE SUITE A LA RESTITUTION DE L'ETUDE DE L'INSEE SUR L'ATTRACTIVITE (2013)



POINT SUR LA DEMARCHE SUR LE SITE PERCHE AVENIR ENVIRONNEMENT (2014)

Un schéma de cohérence territoriale bénéfique pour le Perche

Le comité syndical du Pays du Perche ornais s'est réuni le vendredi 23 juin à la salle des fêtes de la Madeleine Bouvet. Le schéma prévoit une diminution de 20 % de la consommation foncière à l'échelle du Perche et un développement des logements en priorité dans les bourgs.

Usage des sols

Jean-Claude Lenoir présidait la réunion et une cinquantaine de délégués et de maires des quatre Communautés de communes étaient présents.

Il s'agissait notamment de débattre sur le projet de Schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui est en cours d'élaboration depuis 2012 et sera terminé en 2018. Ce document d'urbanisme concerne l'ensemble du Pays du Perche ornais et doit permettre d'établir des règles communes d'urbanisme qui s'imposent ensuite aux Plans locaux réglementant l'usage des sols à l'échelle des Communautés de communes.



Délégués et maires réunis à la réunion du comité syndical du Perche ornais.

Unités de méthanisation

Ce document fait l'objet d'un large consensus et a été préparé en concertation avec les élus. A noter qu'il prévoit une diminution de 20 % de la consommation foncière à l'échelle du Perche, un développement des logements en priorité dans les bourgs et une meilleure préservation des haies bocagères. Une

réunion publique sera organisée avant l'arrêt du projet puis une enquête publique. D'autres points ont aussi été abordés : la plateforme habitat du Pays du Perche ornais qui renseigne les particuliers et les collectivités en matière de rénovation des logements, 49 projets ont été accompagnés depuis octobre 2016.

Le lancement d'une étude

pour définir les possibilités de développement d'unités de méthanisation sur le territoire. Les subventions pour les investissements des petites entreprises qui doivent être impérativement utilisées avant décembre 2017.

PRATIQUE

Contact : Pays du Perche ornais, 02 33 85 80 80, pays-percheornais@orange.fr.

e) Publication d'une lettre SCOT



Lettre du SCOT présentant la démarche, les principaux enjeux issus du diagnostic de territoire et les étapes de la procédure.

La lettre du SCOT a été diffusée le plus largement possible sur le territoire à la fin de l'année 2014 : Communautés de Communes, Mairies, délégués et partenaires notamment

Elle a également été transmise début 2015 pour la complétude des dossiers de concertation aux intercommunalités.

f) Création d'un espace internet dédié à la démarche SCOT



Création d'une page internet dédiée au SCOT sur le site du Pays (www.vivre-dans-le-perche.fr) au lancement de la démarche.

L'espace internet a été actualisé tout au long de la démarche en vue de mettre à disposition l'ensemble des supports, comptes rendus et documents relatifs à l'élaboration du schéma (*lettre du SCOT / présentation et comptes rendus des ateliers ou réunion publiques / versions provisoires des pièces du SCOT...*).

g) Bilan de la concertation à l'arrêt du SCOT (modalités / impact).

La délibération sur les objectifs et les modalités de concertation ainsi que celle relative à l'arrêt (*bilan de la concertation*) sont annexées au dossier SCOT - Pièces administratives.

Dans le cadre de la concertation, le Pays du Perche ornais a souhaité ouvrir les échanges et associer un grand nombre de structures, d'acteurs et d'associations aux débats en vue de construire collectivement le projet. Concertation qui a été bien au-delà du cadre réglementaire avec près de 100 acteurs locaux ou partenaires et 170 élus conviés lors des échanges sur le diagnostic, les ateliers du PADD et la validation du DOO.

La participation aux différents échanges organisés a été relativement importante permettant d'ajuster au fur et à mesure certains points du projet en ciblant des attentes particulières des habitants sur la protection des paysages, les technologies de l'information et de la communication ou les équipements à destination des seniors.

DEBAT SUR LE PROJET DE TERRITOIRE (PADD / DOO) LORS DU COMITE SYNDICAL DU 23 JUIN 2017

A contrario, les supports mis à disposition du public - *et qui accompagnaient les registres de concertation* - ont eu une incidence marginale puisque non consultés par les habitants. A l'inverse, l'ensemble des documents mis à disposition sur le site internet ont permis aux habitants, acteurs locaux, élus, communes ou intercommunalités, structures et partenaires de consulter les pièces et suivre l'avancement du projet tout au long de la démarche.

L'impact des modalités de concertation est donc positif puisqu'il a permis à chacun de suivre et participer à la démarche SCOT engagée sur la période 2012-2017. Reste que le SCOT est un document moins facile à appréhender qu'un PLU pour le grand public (*échelle d'intervention plus large / objectifs plus théoriques*).

Le projet s'est également attaché à intégrer au mieux le volet agricole avec un diagnostic / concertation du monde agricole et une restitution dédiée à l'issue de l'étude le 17/10/2013. Le recueil des avis tout au long de la procédure a permis d'enrichir le projet et de faciliter à la fois son appropriation et sa compréhension locale.

Suite à l'arrêt du projet et au bilan de la concertation le projet de SCOT a été soumis pour avis à l'ensemble des partenaires et structures associées. Les Personnes Publiques Associées (PPA) listées par le Code de l'urbanisme bénéficient d'un statut particulier induisant une association automatique contrairement à certaines associations ou structures publiques (EPCI et communes limitrophes) consultées à leur demande lors de la procédure :

- *L.132-7 : L'Etat, les régions, les départements, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de PLH et les organismes de gestion des parcs naturels régionaux, les autorités compétentes en matière d'organisation de transport, les chambres de commerce et d'industrie territoriales, les chambres de métiers, les chambres d'agriculture*
- *L.132-8 : établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des SCOT limitrophes*
- *Suite L.143-20 : communes et groupements de communes membres du Pays, à leur demande aux EPCI directement intéressés et aux communes limitrophes, à la CDPENAF et à sa demande au Comité Régional de l'Habitat.*

Le dossier de SCOT arrêté le 22.12.2017 a donc été adressé pour avis aux partenaires institutionnels et structures consultées dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme ; la synthèse des avis émis sur le projet est intégrée dans la partie pièces administratives.

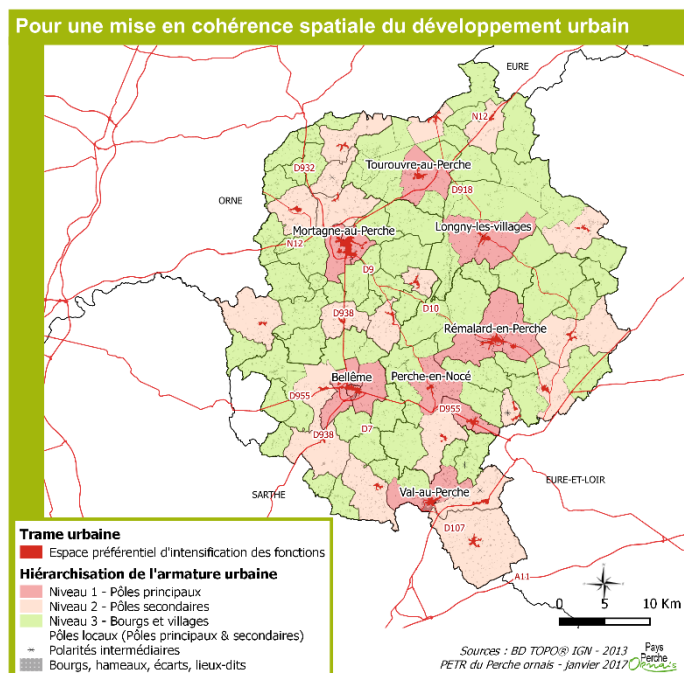
C - Principaux enjeux et enseignements issus du diagnostic

La synthèse du diagnostic de territoire ci-dessous est majoritairement issue de la lettre du SCOT diffusée localement à la fin de l'année 2014, conformément aux modalités de concertation définies au lancement de l'élaboration du SCOT en octobre 2012 ; l'intégralité du contenu de la lettre d'information est consultable sur le site du Pays.

→ www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/

Organisation du territoire

Territoire enclavé à proximité des principales infrastructures de déplacement, le Pays du Perche ornais reste accessible et connecté aux territoires limitrophes tout en nécessitant un renforcement de sa mobilité.



La répartition des pôles principaux et secondaires au sein du Pays et des différentes intercommunalités permet de répondre aisément, par des distances réduites, aux principaux besoins de la population grâce à cet important maillage de bourgs et pôles équipés.

Trois niveaux principaux ont été identifiés dans l'armature urbaine :

- Pôles principaux
- Pôles secondaires
- Bourgs et villages

Cette désignation de l'armature sert de support au développement projeté permettant ainsi un

développement équilibré et harmonieux.

Trois enjeux principaux pour renforcer l'attractivité et la structure du territoire :

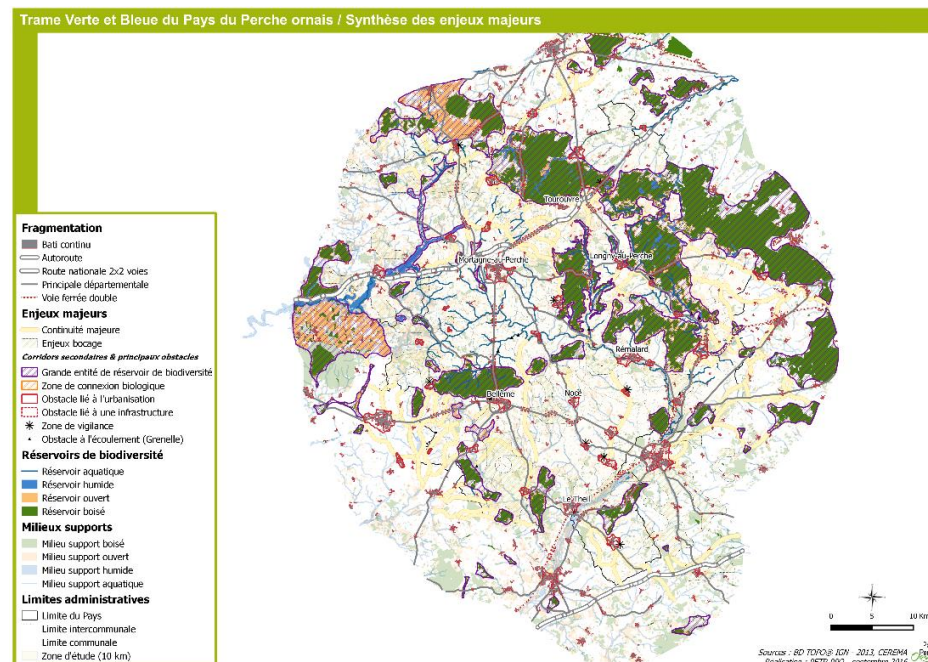
- Contribuer au désenclavement du Pays en améliorant les liaisons extérieures
- Organiser le territoire pour répondre aux besoins d'une population dispersée
- Préserver les équipements et services des bourgs et pôles équipés.

Patrimoine, risques et énergies

Le Perche ornais bénéficie d'un cadre de vie riche et préservé grâce à un patrimoine bâti remarquable (113 immeubles classés ou inscrits, 5 sites classés, 13 sites inscrits) naturellement enrichi par les très nombreux et diversifiés espaces naturels (32 000 ha arborés, 8 500 km de haies, 5 800 ha potentiellement humides, 1 500 km de cours d'eau, 160 étangs ou plans d'eau...) qui émaillent le paysage.

La richesse patrimoniale du territoire est directement issue de son positionnement entre deux massifs géologiques qui a généré à la fois une diversité de sols, des espaces marqués et contraints par le relief à l'origine de l'identité et de la singularité du territoire. Toutefois, cette singularité implique des risques naturels relativement nombreux qui restent cependant situés principalement à l'écart des zones habitées (*risque inondation notamment*).

Marqué par la présence de l'eau et des forêts sur des sols travaillés par les éléments, le territoire offre d'importantes possibilités de développement des énergies renouvelables par l'intermédiaire notamment de l'énergie solaire et de la biomasse.



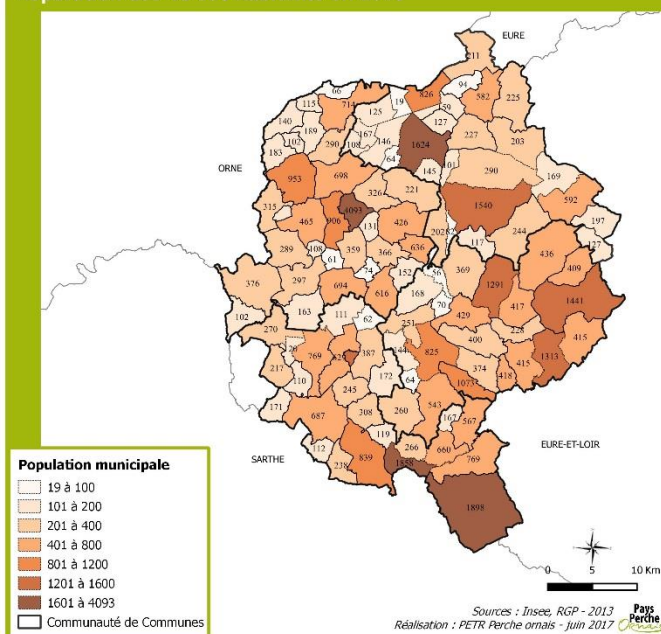
Quatre enjeux principaux pour améliorer la prise en compte des patrimoines :

- Préserver et valoriser les milieux remarquables, les continuités et les paysages
- Maintenir la qualité du bâti en assurant sa protection et l'intégration des projets
- Améliorer la connaissance et la prise en compte des risques
- Limiter l'impact du territoire sur le climat et structurer le développement des énergies renouvelables

Répartition de la population et des logements

Avec près de 49 000 habitants en 2011, le territoire du Perche ornaïs est peu peuplé et se caractérise principalement par sa ruralité. Après avoir perdu de nombreux habitants dans les années 60, le Pays est aujourd'hui revenu à son niveau de peuplement de 1962. Cette dynamique actuelle permet au Perche ornaïs d'accueillir de nouveaux habitants (+ 911 habitants en 11 ans) quand la majeure partie du département stagne ou régresse.

Répartition des 48 500 habitants en 2010



Territoire attractif de par ses atouts patrimoniaux et sa proximité avec la région parisienne, le Perche bénéficie pleinement de son positionnement géographique.

Cependant, on observe sur la période 1999-2010 et malgré une construction équivalente entre les différentes strates de l'armature, un déplacement de la population des pôles principaux (- 700) vers les pôles secondaires, les bourgs et les villages (+ 1600) fragilisant ainsi l'organisation territoriale.

La préservation de la répartition spatiale équilibrée nécessite donc d'ajuster la production de logements et la réhabilitation du parc proportionnellement aux besoins réels qui divergent nettement entre les polarités identifiées. Cet écart est notamment lié à l'évolution de la taille des ménages qui diminue de manière constante depuis 1968 (3,06 en 1968 puis 2,25 en 2010) lorsque le nombre de ménages ne cesse de croître plus rapidement que la population des ménages ($\times 10$ entre 1975-2010 / 1 680 ménages supplémentaires 99-2010).

Visuellement dispersée, la répartition du bâti donne un caractère très humanisé aux paysages percherons même s'il est tout de même à noter que la population reste majoritairement centrée autour des pôles principaux et secondaires (10 % des communes regroupent près de 40 % de la population).

Sur les deux dernières décennies, la progression du parc de logements est marquée par la régression des résidences secondaires - qui restent nombreuses et importantes dans le parc et pour le territoire avec un taux de 18,6 % - ainsi qu'une importante augmentation de la vacance, principalement au sein des pôles et des bourgs (+ 11 % / 2 438 unités) ; l'ancienneté et la configuration du parc de logements jouent un rôle important dans cette évolution récente.

Le parc de logements du Perche ornaïs est marqué par son ancienneté avec 57 % des résidences principales antérieures à 1949 et une prédominance des logements individuels qui regroupent 90 % de l'offre avec une tendance qui se confirme sur la période récente. L'absence de mixité dans l'offre (localisation / taille des logements / part du locatif...) rend difficile les parcours résidentiels en dehors des pôles et notamment du pôle centre de Mortagne-au-Perche.

Entre 2000 et 2011, la consommation foncière liée au développement résidentiel a été de 314 ha soit 67 % des espaces consommés sur cette période ; l'habitat individuel représente 80 % du foncier artificialisé pour le bâti (5 192 sur 6 491 ha).

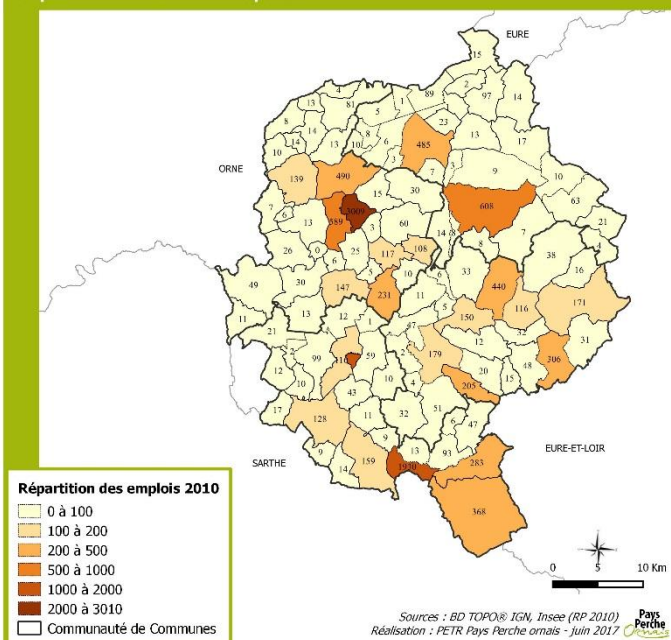
Trois enjeux principaux pour accueillir et pérenniser l'attractivité résidentielle :

- Maintenir l'attractivité du territoire et accueillir en priorité la population dans les principaux pôles en lien avec les services, les équipements et les zones d'emploi
- Optimiser l'adéquation entre l'offre et les besoins en adaptant le parc ancien tout en améliorant l'offre à destination des seniors et en réduisant la vacance
- Soutenir l'attractivité résidentielle (développement / impact des constructions nouvelles).

Activités économiques et emplois

Le Pays du Perche ornaïs possède un tissu économique et productif important constitué principalement d'établissements sans salarié et de quelques grandes entreprises (4 611 au total en 2011) qui regroupent une grande partie des 16 950 emplois du territoire, notamment dans l'industrie avec 27 % des effectifs salariés. Les emplois sont principalement situés au sein des pôles locaux puisque près de 60 % se trouvent sur seulement 8 communes : cette concentration de l'emploi implique qu'une majorité des communes soit résidentielle et qu'une grande partie des 19 157 actifs occupés doivent nécessairement se déplacer pour accéder à leur lieu de travail au sein ou en dehors du Pays. À noter que le Perche ornaïs possède un déficit d'emploi de l'ordre de 2 207 unités, soit 0,89 emploi par actif occupé illustrant l'attractivité résidentielle du territoire vis-à-vis des bassins voisins.

Répartition des 16 950 emplois



Le nombre d'actifs occupés dépassent nettement le nombre d'emplois offerts sur le territoire, les actifs du Perche ornais se déplacent principalement vers l'Eure-et-Loir ou la région parisienne tandis que le phénomène inverse s'observe en direction de la Sarthe ; de par ces caractéristiques, le Pays apparaît comme étant ouvert et étroitement lié aux dynamiques extérieures avec près de 6 530 habitants qui résident mais travaillent à l'extérieur du territoire.

La distance moyenne parcourue par les habitants est de 18 km, nettement augmentée par ces derniers qui parcourent 44 km en direction notamment de la région parisienne et ses alentours ; 70 % des actifs travaillent en dehors de leur commune de résidence.

Après plusieurs décennies de perte d'emplois, le territoire en regagne progressivement sans toutefois atteindre les 18 900 existant en 1975. La dynamique de 1999 à 2010 est globalement positive sur la majorité du territoire (+ 865) même s'il est à noter l'impact de la récente crise qui tend à fragiliser cette évolution et à augmenter nettement le nombre de demandeurs d'emplois (entre 9 et 10 % des actifs selon les sources utilisées).

De nombreuses zones d'activités sont présentes et maillent le territoire, à proximité notamment des pôles (principaux ou secondaires) et des principaux axes routiers. Des entités structurantes sont complétées par des zones secondaires qui regroupent une part importante des principales entreprises du territoire sur plus de 50 entités commerciales, industrielles ou artisanales. La surface dédiée à ces implantations économiques était de 541 ha en 2013 incluant un potentiel de développement de 161 ha (surfaces disponibles ou projetées, friches et bâtiments vacants).

Entre 2000 et 2011, la consommation foncière liée au développement économique a été de 85 ha soit 18 % des espaces consommés sur cette période ; les locaux à usage professionnel occupent 8 % du foncier artificialisé pour le bâti (6 491 ha).

L'offre commerciale est concentrée à l'intérieur des centres des pôles locaux et sur quelques entités commerciales situées en périphérie des pôles principaux avec notamment les zones de Préfontaine, La Marcière ou Saint Marc respectivement situées sur Mortagne au Perche, Saint Martin du Vieux Bellême et Dorceau. Ainsi, 83 % des commerces sont situés sur 17 communes illustrant une forte concentration de ces locaux sur les pôles du territoire ; en 2012, près de 2/3 des entreprises du secteur marchand étaient liées aux commerces, services et transport.

L'offre commerciale du Perche ornais est donc majoritairement structurée autour des pôles intercommunaux et relayée par des pôles secondaires. Cette répartition spatiale permet de réduire le temps et les distances à parcourir pour atteindre les commerces. Les zones d'attractivité du Pays subissent une forte concurrence de l'extérieur, notamment sur le domaine des loisirs, de la culture ou de l'équipement de la maison et de la personne : entre 30 et 35 % de la consommation des ménages s'effectuent en dehors du territoire. L'absence d'un pôle économique plus important ne permet pas de répondre localement à l'ensemble des besoins de la population et induit un développement limité du fait de la proximité de grandes agglomérations. Le poids du tourisme et de la clientèle de passage dans l'économie locale est important et permet de conserver une grande diversité dans l'offre commerciale. Cette importance se retrouve dans la pérennité de certains commerces ou activités et pour l'artisanat (notamment la construction). Les apports extérieurs peuvent ainsi être considérés comme un atout mais aussi une contrainte en termes de vulnérabilité.

Avec 1 025 exploitations recensées, une SAU de 100 000 ha et 2 250 emplois directs ou indirects en 2013, l'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie locale et la gestion des paysages ; tendance à la diminution du nombre de sièges et à l'augmentation de la taille des structures en parallèle de l'évolution du système de production (culture / élevage).

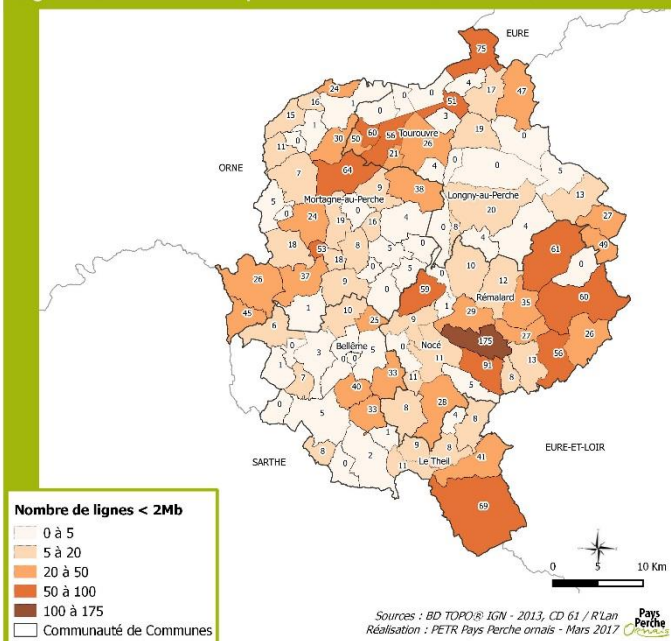
Quatre enjeux principaux pour favoriser le développement et l'accessibilité de l'emploi :

- Préserver un équilibre entre développement économique et résidentiel
- Favoriser l'accessibilité de l'emploi et maîtriser les déplacements
- Structurer le développement économique autour des principaux axes structurants
- Réorganiser l'offre foncière sur les zones structurantes puis secondaires.

Aménagement numérique et transports

Du fait de la dispersion du bâti, la couverture haut débit du territoire est insatisfaisante et ne permet pas de répondre aux besoins et attentes de la population. Des offres alternatives existent, notamment avec le WI-MAX - qui devrait prochainement s'arrêter - la technologie satellitaire - accessible en tout point mais plus coûteuse - et la technologie BLR (Boucle Locale Radio) qui commence son expansion autour du Pays bellémois.

Lignes sans accès HD après la mise en oeuvre du PNO



La couverture haut-débit s'améliore lentement mais progressivement.

L'élaboration du PNO (*Plan Numérique Ornaïs*) et les projets des opérateurs devraient contribuer à améliorer l'existant en s'appuyant notamment sur l'accès au très haut débit des EPN (*Etablissement Public Numérique*) et télécentres.

A l'achèvement du PNO, 94 % des lignes compatibles auront un accès haut-débit contre 83 % auparavant grâce à la montée en débit de 26 sous-répartiteurs. Ces différentes évolutions

programmées permettront d'appuyer le développement des usages dans de nombreux domaines : télétravail, démarches administratives, accès aux soins...

L'offre existante sur les transports collectifs et alternatifs est actuellement intéressante au vu de la ruralité du territoire mais nécessite des améliorations notamment sur la fréquentation des lignes de bus et la structuration des aires de covoiturage autour notamment des principaux axes (RN 12 / RD 923 / RD 955 / RD 938...).

A noter que 95 % de la population se situe à moins de 10 minutes en voiture des pôles permettant ainsi de répondre sur de courtes distances aux besoins des habitants tout en structurant sur ces entités une offre en transports qui soit accessible. L'objectif étant de réduire la part des déplacements s'effectuant à l'aide de véhicules motorisés qui était en 2010 de 79 % contre 70 % à l'échelle du territoire national. La construction de nombreuses habitations en dehors des pôles équipés - *donc en périphérie des zones d'emploi* - contribue pleinement à l'usage de l'automobile avec notamment les incidences suivantes :

- dispersion de l'habitat
- absence de structuration commune autour des transports collectifs
- fragilisation des commerces et services
- augmentation de la part du budget des ménages dédié aux transports / énergie
- incidence sur le climat / émissions de GES

Quatre enjeux principaux pour améliorer l'accès au numérique et les déplacements :

- Poursuivre et encourager le développement numérique du territoire
- Soutenir les projets des communautés de communes pour l'accès aux technologies
- Encourager le développement des transports doux et propres
- Adapter l'offre de transports aux besoins de la population.

Équipements et services

Le niveau d'équipement et d'accès est globalement satisfaisant avec des équipements de la gamme de proximité (*école maternelle, épicerie...*) ou intermédiaire (*école maternelle, supermarché...*) tous présents à moins de 10 ou 15 minutes. Cependant quelques équipements de la gamme supérieure (*lycée, hypermarché...*) sont absents mais la plupart reste à moins de 30 minutes des habitants. Les équipements absents sont principalement liés à certains équipements ou spécialistes dans le domaine de la santé.

Il est de plus à noter un important déficit en professionnels de santé (*médecins et dentistes notamment*) auquel la réalisation en cours des pôles de santé devrait en partie pallier.

L'offre d'hébergement à destination des personnes âgées dépendantes est actuellement cohérente et adaptée avec une offre diversifiée et globalement bien répartie même si le vieillissement programmé de la population devrait modifier cet équilibre en cas de non anticipation des besoins dans les prochaines décennies.

De la même façon, l'offre d'accueil dédiée à la petite enfance est diversifiée et bien répartie sur le territoire avec des structures d'accueil collectives complétées par de nombreuses assistantes maternelles.

Quatre enjeux principaux sur les équipements et services à la population :

- Adapter l'offre en logements aux pôles d'emplois, d'équipements et de services
- Maintenir et développer des services attractifs à destination des jeunes actifs
- Accompagner l'évolution des services et des besoins liés au vieillissement
- Améliorer l'accès aux soins.

D - Résumé des principales dispositions du projet de territoire

Suite aux enjeux formulés à l'issue du diagnostic, le PADD expose le projet politique et les grandes orientations permettant de répondre transversalement aux besoins du territoire. Le DOO vient ensuite transposer réglementairement les attentes exprimées dans le PADD. Le schéma ci-dessous rappelle la correspondance entre les axes du PADD et les dispositions du DOO. Le DOO reprend directement la formulation / découpage des domaines listés à l'article L.141-5 du Code de l'urbanisme.

AXE 1 - URBANISME EQUILIBRE S'APPUYANT SUR LES POLARITES / MAITRISE DE L'USAGE DES SOLS

ORIENTATIONS DOO

RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES À L'URBANISME
GESTION ÉCONOME DES ESPACES

AXE 2 - DEVELOPPEMENT DANS LE RESPECT DES IDENTITES PAYSAGERES ET PATRIMONIALES

PROTECTION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET URBAINS
QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE

AXE 3 - RENFORCER L'ATTRAIT COMMERCIAL ET L'ATTRACTIVITE ECONOMIQUE

EQUIPEMENT COMMERCIAL ET ARTISANAL

AXE 4 - OFFRE DE LOGEMENTS DIVERSIFIEE S'APPUYANT SUR L'ARMATURE TERRITORIALE

HABITAT
EQUIPEMENTS ET SERVICES

AXE 5 - AMELIORER L'ATTRACTIVITE RESIDENTIELLE, TOURISTIQUE ET PERFORMANCES ENERGETIQUES

TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS ; INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ;
PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES ET ÉNERGÉTIQUES

D.1 - Organisation de l'espace

- ❖ Promouvoir un développement équilibré et harmonieux du territoire
- ❖ Permettre un développement de l'ensemble des communes tout en ciblant des espaces préférentiels de développement
- ❖ Adapter le développement aux besoins des différentes polarités : pôles principaux / pôles secondaires / bourgs & villages *(répartir l'offre à structurer en fonction du positionnement des communes dans l'organisation du territoire)*
- ❖ Positionner ¾ de l'offre résidentielle et économique sur les pôles locaux
- ❖ S'appuyer sur le rôle et les atouts des communes dans le fonctionnement du territoire
- ❖ Lutter contre l'étalement urbain en limitant la dispersion du bâti et des projets
- ❖ Préciser progressivement les limites de l'urbanisation
- ❖ Préserver l'aspect et l'image des centres / entrées de ville

D.2 - Risques, pollutions et nuisances

- ❖ Intégrer l'ensemble des risques et améliorer la connaissance
- ❖ Réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques naturels / technologiques existants
- ❖ Prendre en compte l'environnement sonore, les nuisances et pollutions

D.3 - Gestion économe des espaces

- ❖ Favoriser une utilisation efficiente de l'espace *(formes urbaines / réhabilitation du parc / action sur la vacance / densité moyenne de l'ordre de 12 logements par ha)*
- ❖ Favoriser la densification et l'usage de friches ou dents creuses en amont des extensions *(1/3 de l'offre résidentielle ou économique devra être localisé dans l'espace bâti)*
- ❖ Permettre une valorisation efficiente des espaces résiduels au sein des hameaux
- ❖ Atteindre un objectif cible de 20 % de modération de la consommation foncière *(période de référence 2000-2011 à 39,8 ha par an avec un seuil de référence à 36 ha)*

D.4 - Protection d'espaces agricoles, naturels et urbains

- ❖ Prioriser les projets / constructions à l'intérieur des espaces bâtis constitués
- ❖ Adapter le degré de protection des espaces agricoles et naturels aux usages existants
- ❖ Inventorier puis protéger en cohérence les éléments paysagers et milieux supports
- ❖ S'appuyer sur les ressources locales comme vecteur de croissance économique
- ❖ Inscrire l'agriculture comme une composante essentielle du projet de territoire
- ❖ Permettre des évolutions adaptées aux caractéristiques de la zone agricole

D.5 - Préservation des ressources

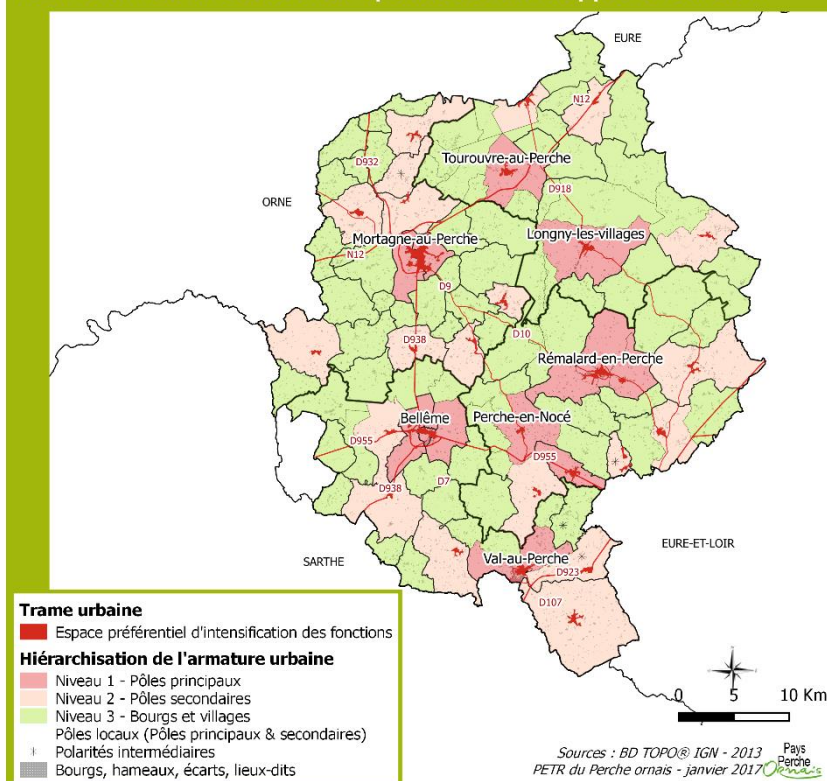
- ❖ Intégrer la renouvelabilité / capacité des ressources naturelles aux projets
- ❖ Préserver durablement les ressources naturelles
- ❖ Minorer les impacts générés par la mise en place des projets / développement
- ❖ Prendre en compte la biodiversité / TVB dans l'ensemble des projets

D.6 - Qualité urbaine, architecturale et paysagère

- ❖ Préserver les spécificités des patrimoines et les identités locales
- ❖ S'appuyer sur le tourisme pour valoriser collectivement les patrimoines du Perche
- ❖ Maintenir la richesse du patrimoine bâti existant et du cadre de vie
- ❖ Réduire l'impact des implantations nouvelles et périphériques sur les paysages

D.7 - Habitat

Pour une mise en cohérence spatiale du développement urbain



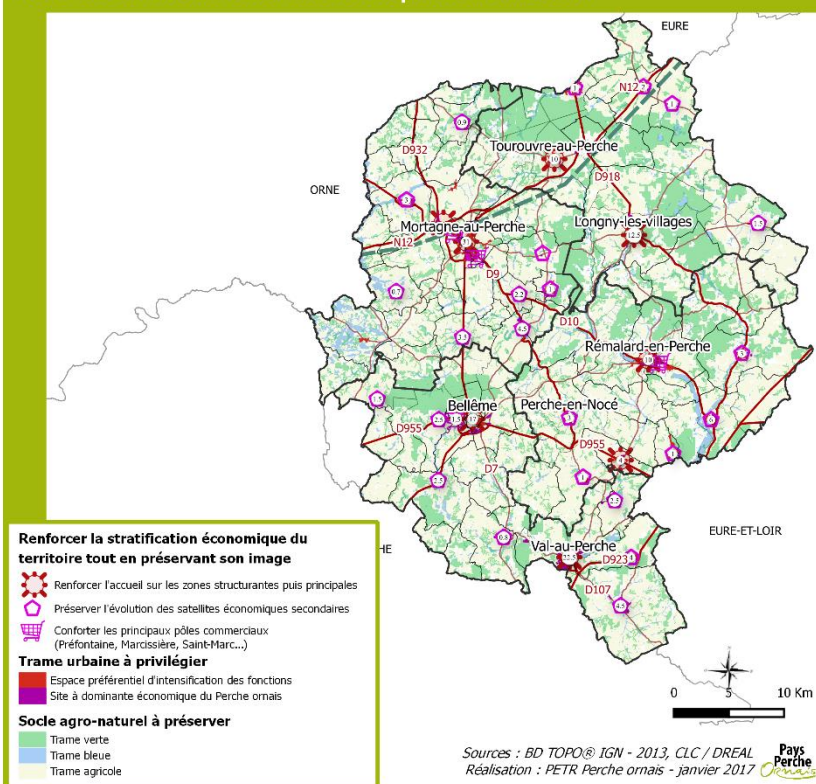
- ❖ Accueillir 2 700 habitants supplémentaires d'ici 25 ans
(en lien avec les espaces préférentiels de développement)
- ❖ Produire 6 400 logements nouveaux à horizon 2042
- ❖ Lutter contre la vacance en ciblant la réhabilitation d'au moins 130 logements
- ❖ Diversifier la structure du parc de logements en adaptant la production aux besoins
- ❖ Favoriser les parcours résidentiels en luttant contre la standardisation de l'offre
- ❖ S'appuyer sur les hameaux pour réduire la consommation foncière et varier les implantations possibles en vue de répondre à la multiplicité des attentes

D.8 - Transports et déplacements

- ❖ Réduire les obligations / temps de déplacement ainsi que le trafic automobile
- ❖ Favoriser les déplacements courts
- ❖ Encourager la mise en place d'une offre alternative efficiente et adaptée à la ruralité
- ❖ Rendre obligatoire la mutualisation de places pour des véhicules motorisés ou non sur les principales zones économiques

D.9 - Equipement commercial et artisanal

Pour un territoire rural économiquement attractif



- ❖ Agir en faveur du renforcement économique du territoire en ciblant notamment les pôles principaux pour asseoir l'armature économique existante (278 ha segmentées en deux phases pour l'offre des zones économiques, maisons des entreprises, télécentres, implantations adaptées à la fonctionnalité des centres bourgs...évolution / implantation des activités isolées)
- ❖ Engager une transition environnementale autour des bâtiments et zones économiques

D.10 - Equipements et services

- ❖ Préserver la diversité, le rayonnement et le niveau d'équipement et de services du Pays
- ❖ Cibler le renforcement de l'offre en matière d'équipements structurants au regard des besoins identifiés (*hébergement des seniors, accueil petite enfance, pôles de santé...*)
- ❖ Améliorer progressivement l'accessibilité du Perche ornaïs (*RN 12 / dessertes diverses*)

D.11 - Infrastructures et réseaux de communications électroniques

- ❖ Rendre accessible à tous les technologies de l'information et de la communication
- ❖ Renforcer les obligations relatives aux TIC sur les principales zones économiques / résidentielles

D.12 - Performances environnementales et énergétiques

- ❖ S'engager pour le climat / maîtrise de l'énergie / économie des ressources
- ❖ Promouvoir le développement de projets et initiatives en faveur du développement des énergies renouvelables → valorisation énergétique respectueuse des ressources du territoire
- ❖ Encadrer le développement des éoliennes
- ❖ Promouvoir la qualité environnementale des zones d'activités (*cycle de l'eau / imperméabilisation des sols / intégration paysagère et verdissement des sites...*)

E - Perspectives d'évolution de l'environnement

En application de l'article R.141-2 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation expose les perspectives d'évolution de l'EIE et présente, le cas échéant les **caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable** par la mise en œuvre du document.

E.1 - Patrimoines « géographiques »

a) Géologie

Aucune modification de la géologie et des couches géologique. Le seul impact prévisible vient de l'exploitation des carrières déjà existante au moment de l'élaboration du SCOT - *prévus par arrêté préfectoral* - et dont la remise en état des sites permettra - *avec ou sans document cadre* - de compenser les dommages générés.

Une incidence ponctuelle et très localisée peut être éventuellement induite par la mise en 2x2 voies de la RN 12 ; le projet est actuellement à l'étude avec des réunions publiques au cours de l'année 2017.

b) Paysages, architecture & patrimoine bâti

L'élaboration de documents d'urbanisme est l'occasion de valoriser les inventaires existants, d'en réaliser en vue de protéger les éléments contribuant à l'attractivité d'un territoire. La protection des paysages, de l'architecture et du patrimoine est un paramètre essentiel et incontournable de la planification permettant d'adapter le degré de protection en fonction des éléments ponctuels ou des ensembles bâti / naturels identifiés. L'objectif est ainsi de préserver sans surprotéger ou trop contraindre en vue de conserver durablement les atouts du territoire.

Les paysages et l'architecture sont amenés à être de mieux en mieux protégés par les documents d'urbanisme et avec une certaine cohérence favorisant la lisibilité des règles. Reste à accompagner la gestion des espaces et des biens en vue de favoriser durablement le maintien des éléments identitaires à l'origine de la richesse du cadre de vie.

Il est cependant à noter une certaine dépendance vis-à-vis des dynamiques agricoles qui ont depuis des siècles modifiées les paysages du Perche ; une progression des cultures céréalières à l'Est du territoire est en cours (*modification du parcellaire / incidences sur le linéaire de haies et les arbres isolés*).

E.2 - Ressources, biodiversité & milieux naturels

L'élaboration progressive de documents de planification couvrant l'intégralité du territoire permet d'envisager une amélioration de la prise en compte et de la préservation du patrimoine naturel et plus généralement des ressources naturelles ou des milieux ; ces thématiques étant absentes ou secondaires jusqu'au Grenelle de l'environnement en 2010 avec des documents relativement anciens (*POS des années 80 notamment*).

Les documents d'urbanisme communaux et intercommunaux seront ainsi plus protecteurs des ressources et des patrimoines par l'intégration de l'ensemble des composantes environnementales et l'étude de la Trame Verte et Bleue.

La planification locale s'intègre de plus dans la hiérarchie des normes existantes, très récente et plutôt fleurissante dans le domaine de la protection de l'environnement :

- Biodiversité : SRCE
- Eau : SDAGE / SAGE
- Risques : PGRI / PPR
- Multi-thématiques : Chartes / SRADDET

L'élaboration du SCOT et la dynamique existante au niveau local dans le domaine de la planification permettent d'envisager une mise en cohérence des choix pour une plus grande lisibilité des règles et une préservation théoriquement bien plus durable des milieux.

Reste à favoriser une gestion - *associative ou publique* - plus importante des milieux les plus remarquables ou emblématiques pour le territoire ; le Pays bénéficiant déjà de nombreux espaces protégés (*Natura 2000, APPB, RNR, sites inscrits ou classés, ZNIEFF sous gestion...*).

La proportion d'espaces agricoles, naturels et forestiers sur le territoire du Perche ornaï (≈ 95 %) induit une certaine vulnérabilité quant à l'évolution de la politique / pratiques agricoles et des incidences sur l'occupation des sols et surtout les paysages (*prairies / densité du parcellaire / maillage bocager / rotation des cultures / assolement*). L'exploitation des sols et plus généralement des ressources du territoire reste une base forte de l'économie et de l'emploi local qui nécessite une attention particulière sur l'adaptation du degré de protection et les attentes réciproques.

Le niveau d'exploitation local est et devrait se maintenir conduisant à une stabilité entre la qualité de la ressource, sa renouvelabilité, la pression exercée sur les milieux pour préserver indirectement la biodiversité et les savoir-faire. A noter l'absence sur le territoire de sur-fréquentation d'espaces ou milieux naturels pouvant induire une incidence notable sur la préservation de ces derniers.

- ❖ une amélioration de la protection des captages permettant de réduire la vulnérabilité de la ressource en eau et de pérenniser la distribution en eau potable
- ❖ des efforts à réaliser sur la réduction des consommations
- ❖ un rendement relativement moyen des réseaux AEP permettant d'envisager, dans le cadre du renouvellement des canalisations, une réduction sensible des pertes venant compenser / atténuer l'augmentation de la population et des besoins
- ❖ une amélioration des rendements épuratoires des dispositifs d'assainissement
- ❖ une prise en compte de la TVB / biodiversité / risques permettant de mieux protéger la ressource en eau et les milieux
- ❖ une gestion collective et plus globale des ressources bocagères
- ❖ une protection accrue des paysages / cadre de vie (*protection des patrimoines*)
- ❖ une sensibilisation plus importante des habitants sur la biodiversité et les milieux
- ❖ ...

Le développement du territoire aura nécessairement une incidence sur l'imperméabilisation des sols, l'artificialisation des terres ou la régression des surfaces agricoles même si l'objectif du projet est de comprimer au maximum ces impacts négatifs. La non maîtrise de l'urbanisation pourrait contribuer à une banalisation des paysages et plus généralement de l'identité patrimoniale du territoire (*aspect des constructions, des lotissements, des extensions urbaines, des espaces de transition ou clôtures, des couvertures des bâtiments...modification de l'aspect des bourgs et villages*).

E.3 - Risques naturels & technologiques

Intégration progressive et systématique des risques dans la planification locale en lien avec l'amélioration des connaissances sans pour autant induire une amplification de l'exposition des biens et des personnes (*principe d'évitement*).

La prise en compte des risques sera accrue au cours des prochaines années et contribuera pleinement à la protection de la biodiversité (*continuités écologiques, préservation des milieux*) et des ressources naturelles (*protection des masses d'eau et milieux aquatiques*) notamment sur les questions de risque inondation et plus généralement d'expansion des crues. La transversalité des thématiques permettra d'apporter des réponses multiples en vue de pérenniser durablement les équilibres - entre le développement, les espaces à protéger ou à valoriser - sous différentes formes (*exploitations, tourisme, sensibilisation, déplacements, agriculture...*).

E.4 - Déchets

Les documents d'urbanisme ont peu d'impact direct sur la gestion des déchets même si le projet de SCOT et finalement les PLU(i) induiront quelques évolutions dont :

- *Intégration paysagère des dispositifs actuels et futurs (points de collecte majoritairement)*
- *Promotion des initiatives contribuant à la valorisation et à la réduction des déchets (diversification des exploitations ou initiative collective) → stabilisation des volumes collectés et progression importante de la part valorisée*
- *Valorisation des sites (ISDUND notamment) pour la production d'énergies renouvelables.*

A noter que les principales améliorations viendront directement des évolutions engagées par le SMIRTOM du Perche ornais sur la collecte, le traitement ou le recyclage favorisant ainsi une diminution progressive des déchets non valorisés.

E.5 - Energie & changement climatique

Le SCOT contribue à mettre en œuvre - dans la limite des possibilités offertes par la réglementation - l'ensemble des dispositions favorables à la réduction de l'empreinte énergétique du territoire en vue de lutter contre le changement climatique.

La tendance au réchauffement climatique et les dynamiques observées dans le domaine de l'énergie pourraient générer des impacts sur :

- **Déplacement** : l'augmentation des coûts de déplacement et la promotion de l'économie locale contribueront pleinement à réduire les obligations de déplacement favorisant ainsi la qualité de l'air et la diminution des GES
- **Habitat** : incidence économique sur le coût de construction qui resterait favorable d'un point de vue énergétique (*isolation et ventilation des biens notamment*)
- **Risques** : amplification des dégâts climatiques suite à de fortes précipitations ou à des périodes de sécheresse prolongées et répétées (*lien aléa retrait-gonflement des argiles*)
- **Milieux naturels** : perturbation du fonctionnement des milieux suite aux évolutions des températures et des aires de répartition géographiques
- **Ressources naturelles** : amplification des sécheresses, variabilité des saisons et du renouvellement de la ressource en eau induisant une complexification de la gestion et de l'alimentation en eau potable
- **Valorisation énergétique** : amélioration progressive de la production énergétique locale et des ressources utilisées pour le chauffage et plus généralement les besoins énergétiques.

F - Evaluation des incidences Natura 2000

Le territoire du Perche ornais se caractérise par son aspect rural et ses paysages encore préservés. Le développement projeté à horizon 2042 est important car projeté sur une période de 29 ans mais reste adapté aux besoins / attributs du territoire.

Les projets de développement de zones économiques pouvant impacter un site Natura 2000 sont situés en périphérie et non à l'intérieur de ces zones à protéger ; les surfaces concernées restent réduites et en cohérence avec les besoins.

Il est également à noter que les sites Natura 2000 - *et donc les principaux réservoirs de biodiversité du Perche ornais* - sont majoritairement situés à l'écart des espaces urbanisés et concernent notamment des cours d'eau comme la Sarthe ou les principales forêts.

En l'absence de précisions sur les futures implantations résidentielles mais au regard de la localisation et des caractéristiques des sites Natura 2000 ou équivalents, il est à noter que le SCOT n'entraînera pas d'incidences notables ou significatives sur ces espaces à préserver.

Le projet de SCOT propose une prise en compte adaptée des espaces naturels au regard de la naturalité de ces derniers en vue de projeter un équilibre entre les évolutions possibles et le degré de protection établi. Les sites Natura 2000 sont classés en réservoirs de biodiversité impliquant une incidence positive sur la durabilité de ces espaces (*inconstructibilité en dehors des évolutions sur l'existant*).

G - Justification des choix au regard de la protection de l'environnement

L'élaboration du SCOT s'est attachée tout au long de la procédure à favoriser les choix garantissant le moins d'incidences sur l'environnement et les ressources du territoire. Le contexte rural de ce dernier, les objectifs dévolus aux documents d'urbanisme et l'« ampleur » du développement projeté contribuent fortement à réduire les impacts à la source dans le cadre de la structuration d'un développement harmonieux et équilibré.

L'échelle d'élaboration du SCOT ne permet pas d'évaluer pleinement les incidences du développement local qui sera projeté au regard notamment de l'absence d'informations et du respect des objectifs propres aux PLU(i).

L'évaluation environnementale des plans et projets, au cas par cas, permettra d'affiner la conception de ces derniers tout en assurant la prise en compte des mesures destinées à en supprimer, réduire et compenser les effets dommageables.

H - Mesures envisagées pour éviter / réduire / compenser

Le SCOT présente essentiellement des mesures d'évitement, de réduction ou d'accompagnement. Au regard de la nature et de l'ampleur du projet, il n'a pas été jugé nécessaire de mettre en œuvre des mesures de compensation à proprement parlé. Certaines dispositions contribueront nécessairement à atténuer des incidences plus ordinaires (masque végétal / plantations de haies / usages alternatifs des bassins / production énergétique...).

La partie suivante présente notamment certains choix retenus au regard de la protection de l'environnement contribuant ainsi à réduire au maximum les impacts à la source :

- *Recentrer le développement autour des pôles en y localisant ¾ de l'offre (habitat / éco.)*
- *Réduire l'ouverture à l'urbanisation en obligeant une densification pour 1/3 de l'ensemble des besoins estimés et plus généralement modérer la consommation foncière de 50 %*
- *Permettre une ouverture à l'urbanisation plus efficiente en matière d'utilisation des sols (intensification du bâti / densités / formes urbaines / aspect / localisation des projets...)*
- *Améliorer l'intégration du cycle de l'eau dans les zones AU et diminuer l'imperméabilisation des sols*
- *Clarifier les évolutions possibles dans les espaces protégés au titre de la protection du patrimoine et/ou de la biodiversité ; s'appuyer sur les zones « à risque » pour préserver les continuités écologiques*
- *Favoriser l'utilisation des transports collectifs, l'émergence d'une offre alternative et plus généralement la réduction des déplacements individuels motorisés*
- *Optimiser la compacité et l'équilibre du développement pour réduire les déplacements*
- *Intégrer la capacité d'accueil du territoire dans la structuration des projets*
- *Favoriser une intégration plus qualitative des constructions et zones existantes*
- *Inciter à la mise en place de dispositifs renouvelables sur les bâtiments économiques*

A noter que les réponses du projet aux attentes réglementaires du Code de l'urbanisme impliquent nécessairement des évolutions positives vis-à-vis du contexte et des dynamiques actuelles. En ce sens, le SCOT est déjà une réponse pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives du développement du territoire sur son environnement. Les incidences résiduelles sont donc malheureusement usuelles et induites par l'inexistence de solutions accessibles.

I - Indicateurs de suivi de la mise en place du SCOT

SCOT / Indicateurs de suivi

Axe du DOO	Objectifs	Sources	Objectifs	Sources
Organisation de l'espace	Evolution des pôles de l'armature territoriale (population, logements, équipements, services, commerces, emploi)	Insee / MAJIC / BPE	Evolution de l'offre touristique : hébergements, emploi, accueil, itinéraires	Insee / CD 61 / CDC
			Suivi de la fréquentation des sites majeurs	
Risques, pollution et nuisances	Suivi quantitatif de la population et des biens soumis à un risque (ex. inondation)	PPRI / AZI / BD Topo	Evolution de la qualité de l'air, des nuisances olfactives ou sonores (PEB – points noirs)	AirCOM / DDT
	Actualisation des inventaires théoriques des cavités et indices sur le Perche ornaï (nombre de communes / intercommunalités ayant engagé la démarche)	DDT / EPCI	Actualisation des connaissances ZI/ZEC hors PPRI dans les PLU(i)	Pays / EPCI
Gestion économe des espaces	Suivi de la consommation foncière par EPCI et par destination puis en fonction de la nature et localisation des espaces consommés	MAJIC / EPFN	Evolution des densités (nombre de logements réalisés par ha consommé, en fonction des périodes de réalisation)	MAJIC / Sit@del
	Evolution périodique du Mode d'Occupation du Sol (MOS), à minima selon les grandes catégories suivantes : bâti / agricole / naturelle / forestière	Pôle géo. Normand / MAJIC / EPFN	Evolution de l'artificialisation et de l'étalement urbain (croissance démo vs artificialisation – enveloppe urbaine)	MAJIC / Insee / RGE (évolution dans le temps)
			Evolution de la SAU et des exploitations	RPG / RGA / CA 61
Protection des espaces agricoles, naturels et urbains	Evolution des périmètres réglementaires et inventaires (N2000, ZNIEFF, RNR, APPB...sites / nombre et surfaces)	DREAL	Prise en compte des continuités écologiques et restauration de ces dernières dans les PLU(i) (nombre de documents / surfaces / linéaires)	Pays / EPCI
	Inventaires / protections (zones humides, haies, éléments ponctuels - TVB)	EPCI / PLUi	Suivi des alternatives récréatives et écologiques dans les zones > 10 000 m ²	Pays / EPCI / PLUi
	Evolution du linéaire de haies et suivi quantitatif des plantations réalisées	BD Topo / BD Haies DDT / Bocage Pnr	Suivi qualitatif et quantitatif de la TVB (réservoirs, continuités, milieux supports...) dont les masses d'eau	DREAL / BD Topo / Eau France
Préservation des ressources	Eau potable : qualité, volumes prélevés, consommation globale et par habitant, rendement des réseaux et suivi de l'instauration des DUP	EPCI / SIAEP / SDE	Eaux usées : Evolution du raccordement aux dispositifs collectifs, du rendement des réseaux et de la conformité des dispositifs AC/ANC	EPCI / délégataires
	Eaux pluviales : évolution du linéaire et des dispositifs de traitement	EPCI / délégataires	Suivi des déchets (production annuelle et collecte, ratio par habitant, évolution de la valorisation des matières collectées...) et des carrières	Biomasse / SMIRTOM
Qualité urbaine, architecturale et paysagère	Intégration des inventaires, actualisation des connaissances (bâti, éléments ponctuels...) et instauration de règles dans les PLU(i)	EPCI	Avancement des inventaires sur le bâti réalisés par le Pnr du Perche (nombre)	PNR
	Suivi de l'élaboration des outils de protection du patrimoine (SPR / PDA)	DDT / ABF	Alertes paysagères sur les principales entrées de ville des pôles principaux	Pays
Habitat	Dynamiques démographiques des territoires (évolution démographique, taille et évolution du nombre de ménages, structure de la population par âge)	Insee	Evolution des apports migratoires et du solde naturel	Insee
	Evolution du parc de logements (nombre, répartition, typologie, formes) et de ses principales caractéristiques (structure-mode d'occupation, taille, surface)	Insee / Sit@del / Filocom	Suivi de l'évolution de la vacance et du parc de résidence secondaire	Insee / Filocom
Transport et déplacements	Evolution de la mobilité (temps de déplacement et distances domicile/travail)	Insee	Structuration résidentielle et le cas échéant apports démographiques autour des gares et haltes ferroviaires (1 km)	MAJIC / Insee
	Suivi du développement des offres alternatives (covoiturage, pistes cyclables et cheminements, bornes électriques ou sites autopartage...)	EPCI / BD Topo	Suivi de la fréquentation des axes routiers	CD 61
	Evolution de l'offre (nombre de gares / haltes / arrêts) et usages des transports collectifs (bus / train / TAD)	CD 61 / EPCI / SNCF	Suivi de la protection des chemins et itinéraires dans les PLU(i)	Pays / EPCI
Equipped commercial et artisanal	Suivi du développement des zones économiques par strate (évolution de l'offre au sein des zones d'activités / bâtiments vacants / friches)	MAJIC / PLUi	Evolution de l'économie locale (emplois / entreprises / répartition entre les pôles / offres d'accueil)	Insee / DIRECCTE
	Evolution du nombre de commerces sur les pôles et suivi quantitatif / qualitatif des entités commerciales > à 300 m ² ou > à 1 000 m ²	CCI / Insee	Evolution du chômage (nombre de chômeurs / taux)	Insee / DIRECCTE
	Suivi spécifique des filières (tourisme / artisanat / commerces...)	Insee / CCI / CMA	Suivi spatial du ratio population active / emploi (EPCI / pôles)	Insee
Equipements et services	Evolution de l'offre en équipements et services dans l'armature du territoire (gammes de proximité, intermédiaire ou supérieure)	Insee / BPE	Suivi des grands équipements réalisés à l'échelle du Pays (RN 12, EHPAD, pôles de santé, accueils collectifs, gens du voyage)	PETR / EPCI
Communications électroniques	Evolution de l'accès HD/THD des foyers et entreprises du Perche ornaï	Orange / CD 61	Evolution de la couverture mobile du territoire et du développement des TIC	ARCEP
Performances environnementales et énergétiques	Bilan énergétique, analyse des secteurs énergivores et émissions de GES	Biomasse Normandie	Evolution des sources énergétiques et de la production d'énergie renouvelable	Biomasse / ADEME
	Quantification des grands projets et des équipements générateurs d'ER	Pays / ADEME	Evolution des moyens de transport des ménages (part de l'automobile dans les déplacements / équipement auto)	Insee
	Guichets habitat / énergie – plan bocage	Pays / Pnr		

6 ans au plus tard après la délibération d'approbation du SCOT, le PETR évaluera les incidences de la mise en œuvre du plan à partir des indicateurs de suivi mentionnés ci-dessus
→ Les données issues du rapport de présentation constitueront le T0 qui sera préférentiellement suivi d'une analyse avec une périodicité de 3 ans en vue d'ajuster si besoin les tendances

J - Méthodologie de l'évaluation environnementale

J.1 - Principales références utilisées dans le cadre de l'étude

a) PAC de l'Etat

DDT 61 – Porter à la connaissance de l'Etat, juin 2013

DDT 61 – Diagnostic stratégique de l'Etat, juin 2013

b) Plans, programmes, études existantes ou en cours

ADIL de l'Orne – Observatoire des loyers, 2012

AFFO de l'Orne – données relatives aux sites de l'AFFO, 2013

AirCOM – Observatoire sur la qualité de l'air, 2013

ARS – Eaux potables & eaux de loisirs, 2012

Bailleurs sociaux – données sur le parc social, 2013

Biomasse Normandie – Bilan énergétique et GES, 2006

Biomasse Normandie – Rapport technique sur la production d'énergie renouvelable, 2010

Biomasse Normandie – Rapport technique de l'observatoire des déchets, 2011

CCI – Atlas commerciaux, 2013

CEREMA – Rapport cartographique de la TVB du Perche ornaïs, 2013-2016

Chambre d'Agriculture de l'Orne – Diagnostic agricole, 2013

Conseil Départemental de l'Orne – Schéma départemental de l'eau, 2010

Conseil Départemental de l'Orne – Rapport du SATTEMA, 2011

Conseil Départemental de l'Orne – Recensement de la circulation, 2012

Conseil Départemental de l'Orne – Plan Numérique Ornaïs, 2013

CFEN de Normandie – liste et informations relatives aux sites du Conservatoire, 2013

CRBN – SCORAN, 2010

DREAL Normandie – Inventaire régional des paysages, 2004

DREAL Normandie – Marchés locaux de l'habitat, 2012

DREAL Normandie – Recensement des ICPE, 2013

DREAL Normandie – Filocom, 2011

DREAL Normandie – Sit@del, 2013

DREAL & Région Normandie – SRCE, 2014

DREAL Normandie – Projet RN 12, 2017

EPF de Normandie – Historique de la consommation foncière / observation foncière, 2014

INPN – FSD / données Natura 2000, 2014

Insee – RP 2009/2010, 2013-2014

Insee – Projections démographiques à l'échelle du Perche ornaïs, 2014

OCE – Etude sur les continuités écologique / implantation de bio-corridors, 2013

Orne développement – Entreprendre dans l'Orne, 2013

Pays du Perche ornaïs – Charte de développement, 2007

PNR Perche – Charte, 2010 - 2022

Préfecture de l'Orne – Schéma Départemental des Carrières, 2015

SAGE & SDAGE / observatoire de l'eau - documents cadres - connaissance locale

J.2 - Rappel de la méthode et difficultés rencontrées

La phase diagnostic avec le volet état initial de l'environnement a permis de dresser l'état des lieux des composantes environnementales du territoire : paysages, patrimoine bâti et naturel, gestion et exploitation des ressources naturelles, risques naturels et technologiques, gestion des déchets, énergie et changement climatique.

L'analyse des composantes environnementales du territoire a permis de faire ressortir les besoins et donc les enjeux à prendre en compte dans la construction du projet de territoire. L'élaboration du PADD et du DOO s'est ensuite attachée à intégrer les évolutions à engager pour améliorer la prise en compte des composantes environnementales sur l'ensemble des thématiques liées à l'aménagement du territoire.

L'intégration systématique d'objectifs soucieux du respect de l'environnement permet d'envisager une mise en œuvre contribuant à réduire les incidences observées au commencement du SCOT : banalisation ponctuelle des paysages et de l'architecture, absence de gestion organisée / structurée sur certains espaces naturels ou le développement résidentiel, rendement de certains réseaux publics insuffisant, connaissance des risques naturels à renforcer...

L'analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement précise (cf. partie 1.2 du rapport) les tendances qui seront ajustées par la mise en œuvre du SCOT.

a) Rappel de la méthode

L'objectif de l'évaluation environnementale a été d'intégrer tout au long de la procédure d'élaboration du SCOT la question environnementale. Cette démarche a ainsi permis d'effectuer des choix au regard de la prise en compte de l'environnement (choix facilités par l'omniprésence du prisme environnemental dans les attentes réglementaires du Code de l'urbanisme ou la hiérarchie des normes).

A noter que l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme se rapproche du contenu d'une étude d'impact même si - dans le cas notamment du SCOT - l'absence d'informations sur les projets implique seulement une analyse des effets attendus des grandes orientations ou grands principes. Cette analyse théorique induit donc une vision très angélique puisque souhaitée pour ajuster les dynamiques « incohérentes » ou « négatives » observées sur la période 2010/2020.

En vue d'analyser les effets du SCOT, l'évaluation environnementale s'est attachée à mesurer les principales incidences des grands principes des 12 axes stratégiques du DOO. L'objectif étant d'en faire ressortir les effets positifs / négatifs ou neutres en vue d'en évaluer l'impact global au-delà des possibles mesures permettant de compenser ou réduire les incidences notables.

b) Difficultés et limites de l'évaluation environnementale

L'aspect prospectif du SCOT, le cadrage flexible qu'il projette ainsi que l'absence d'éléments sur les projets ou la structuration du développement empêchent nécessairement d'effectuer une évaluation environnementale plus concrète / approfondie. L'absence de préconisations plus factuelles sur les mesures permettant d'atténuer les impacts « notables » qui découleront des projets est directement issue des attributs octroyés aux SCOT. Les incidences plus minimes trouvent quant à elles des réponses adaptées dans les dispositions du DOO (*prise en compte de la biodiversité dans la structuration des projets, intégration paysagères des sites et projets notamment aux entrées de ville...*).

L'un des défis du territoire est de programmer un développement - *notamment résidentiel et économique* - qui soit respectueux des aspects environnementaux présents. Cependant, le développement induira nécessairement des incidences sur le foncier ou les ressources qui ne peuvent à ce stade être intégrées. Le projet de SCOT s'est ainsi pleinement attaché à préserver les équilibres en intégrant à l'ensemble des axes / principes / orientations / objectifs / recommandations le prisme du développement durable. La prise en compte du cadre mis en place par le SCOT contribuera pleinement à réduire les incidences négatives dans les PLU(i).

En soulignant les nombreux enjeux sur lesquels le SCOT a des objectifs ambitieux – *gestion économe des espaces notamment* – l'analyse s'est attachée à faire ressortir également les points ne pouvant trouver de solutions par l'intermédiaire uniquement du document d'urbanisme (*projet RN 12*) ou les incidences ne pouvant être que réduites / comprimées car finalement inévitables au regard des solutions possibles ou financièrement acceptables au moment de l'élaboration du SCOT (*réduction de l'étalement urbain / actions sur la vacance et renouvellement urbain / densification des espaces ruraux / diversification du parc de logements à partir d'une production de logements neufs presque exclusivement individuels...*).

Tout comme la plupart des évaluations de SCOT, celle du Perche ornais note l'incidence notable et prévisible des axes du DOO concernant les infrastructures, l'habitat et le développement économique (*seulement 0,45 % du territoire potentiellement impacté par l'artificialisation ou semi-artificialisation des sols*). Sans pour autant pouvoir compenser directement ces incidences, les mesures contribuant à éviter ou atténuer ces incidences sont intégrées dans le document cadre et le seront de manière plus approfondie dans les PLU(i) et le projet de RN 12.